



 ASSURANCE PROPRIÉTAIRES

Assurance loyers impayés

CONDITIONS GÉNÉRALES

 galian

CONDITIONS GÉNÉRALES ASSURANCE LOYERS IMPAYÉS

QUELS DOCUMENTS COMPOSENT VOTRE CONTRAT ?

- Les présentes Conditions Générales qui ont pour objet de définir la nature, l'étendue des garanties, les obligations réciproques de l'Assureur et de l'Assuré,
- Les Conditions Particulières, qui précisent votre situation personnelle, les caractéristiques des biens assurés et les garanties que vous avez choisies parmi celles que nous vous proposons. Elles prévalent sur les Conditions Générales.

LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE QUE NOUS VOUS APPORTONS

EN CAS DE SINISTRE :

- Votre contrat vous indique les modalités de souscription et les délais de déclaration à respecter en cas de sinistre.
- Vous retrouverez en permanence ces informations sur notre extranet: <https://extranet.galian.fr>.
- Dans tous les cas, nos conseillers sont à votre disposition pour vous apporter tous les renseignements utiles sur les formalités à accomplir.

NOUS VOUS REMERCIONS POUR VOTRE CONFIANCE.

SOMMAIRE

L'OBJET DU CONTRAT

Les définitions principales

4

4

LES GARANTIES ESSENTIELLES

5

LA GARANTIE DES LOYERS ET CHARGES IMPAYÉS

1.1 Présentation de la garantie

5

1.2 L'agrément du locataire

5

1.3 Le dossier de la caution

7

1.4 La procédure à suivre en cas d'impayé du locataire

7

1.5 La procédure de déclaration de sinistre

8

1.6 La procédure à suivre pendant la prise en charge du sinistre

8

1.7 Le paiement des indemnités

8

1.8 Les exclusions propres à la garantie des loyers, charges et taxes impayés

9

2. LA GARANTIE DES DÉTERIORATIONS IMMOBILIÈRES

2.1 La présentation de la garantie

9

2.2 La procédure à suivre en cas de détériorations immobilières

9

2.3 La procédure de déclaration de sinistre

10

2.4 Le paiement des indemnités

11

2.5 Les exclusions propres à la garantie des détériorations immobilières

11

3. LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE

3.1 Définitions

12

3.2 Objet de la garantie

12

3.3 Prestations du contrat

12

3.4 Exclusions

13

3.5 Etendue de la garantie

13

3.6 Montants des plafonds de prise en charge et modalités de paiement

13

3.7 Formalités à accomplir pour la mise en jeu de la garantie

14

3.8 Libre choix de votre défenseur

15

3.9 Arbitrage

15

3.10 Autre clauses applicables

15

3.11 Vie du contrat

17

3.12 Loi applicable

18

LES GARANTIES OPTIONNELLES

18

4. LA GARANTIE VACANCE LOCATIVE

4.1 La présentation de la garantie

18

4.2 La procédure de déclaration de sinistre

18

4.3 Le paiement des indemnités

18

4.4 Les exclusions propres à la garantie vacance locative

19

5. LA GARANTIE COPROPRIÉTAIRE BAILLEUR

5.1 La présentation de la garantie

19

5.2 La procédure de déclaration de sinistre

19

LA VIE DU CONTRAT

20

GRILLE DE VÉTUSTÉ

23

LEXIQUE

24

Le présent contrat est exclusivement destiné aux professionnels de l'immobilier, titulaires d'une carte professionnelle de gestion immobilière, qui le souscrivent pour le compte des propriétaires leur ayant confié la gestion de leur(s) bien(s) immobilier(s), et leur ayant donné mandat de souscrire les garanties mentionnées aux Conditions Générales du contrat

LES DÉFINITIONS PRINCIPALES :

Pour l'application du présent contrat, on entend par :

Assuré :

- -Le bailleur copropriétaire ou associé non occupant ayant consenti un mandat de gérance au Souscripteur pour le bien à usage d'habitation désigné sur les Conditions Particulières.
- -Les occupants, à quelque titre que ce soit, n'ont jamais la qualité d'Assuré pour les responsabilités encourues en leur qualité d'occupant usager des biens assurés.

Assureurs :

- **Pour les garanties loyers, charges et taxes impayés, détériorations immobilières, copropriétaire bailleur et vacance locative : GALIAN Assurances** - 89, rue La Boétie - 75008 Paris - tél: 01 58 56 73 - www.galian.fr
- RCS Paris 423 703 032 - SA Assurance au capital de 19 000 000€ - Entreprise régie par le Code des Assurances - Sous le contrôle de l'ACPR (61 rue Taitbout 75009 Paris).
- **Pour la garantie Protection Juridique : SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE** - Entreprise régie par le Code des Assurances Société au capital de 2 216 500 € (entièrement versé). Siège Social : 16 rue de la République - 92800 PUTEAUX RCS NANTERRE: B 321776775
- **Intermédiaire : GALIAN Courtage** - 89 rue La Boétie 75008 Paris - Tél: 01 58 56 96 98 - www.galian.fr - RCS Paris 444 493 456 - SAS au capital de 150 000€
- N°ORIAS 07 002 826 (www.orias.fr)

Souscripteur :

L'Administrateur de Biens désigné sur les Conditions Particulières, qui atteste l'exactitude des renseignements nécessaires à la souscription, signe le contrat et s'engage au paiement des cotisations.

1. LA GARANTIE DES LOYERS, CHARGES ET TAXES IMPAYÉS

1.1 PRÉSENTATION DE LA GARANTIE

1.1.1 LA NATURE DE LA GARANTIE

L'Assureur garantit à l'Assuré le remboursement de la perte pécuniaire subie du fait du non-paiement :

- des loyers, charges, taxes dus par le Locataire et ayant servi de base à l'émission de la cotisation,
- des indemnités d'occupation des lieux,
- des honoraires d'avocats et d'Huissiers et des frais de procédure d'expulsion (dommages matériels pour ouverture des locaux, frais pour l'utilisation de la Force Publique etc.),
- des frais de recouvrement,
- des frais consécutifs à l'expulsion (frais de déménagement, de garde meubles etc.),
- du préavis non effectué et non payé (sauf compensation avec le dépôt de garantie),
- dans tous les cas, la base de l'indemnité sera le dernier montant du loyer, charges et taxes ayant servi de base au calcul de la cotisation.

1.1.2 L'OBJET DE LA GARANTIE

La garantie s'applique aux locaux loués :

- à usage d'habitation principale ou secondaire,
- à usage professionnel (locaux loués exclusivement à des fins professionnelles, à l'exclusion des baux commerciaux),
- à usage mixte (professionnel et d'habitation principale),
- en annexe à l'habitation principale ou secondaire (garage, place de stationnement et locaux loués accessoirement au local principal par le même bailleur au même Locataire),
- en meublé, gérés par le Souscripteur et qui figurent sur les bordereaux mensuels des lots garantis.

1.1.3 LA DURÉE ET LE MONTANT DE LA GARANTIE

Le montant et la durée de la garantie sont mentionnés aux Conditions Particulières.

1.1.4 LA FIN DE LA GARANTIE

La garantie cesse :

- au terme du préavis, respecté ou non, du Locataire sortant,
- à la date du procès-verbal de constat de reprise des lieux établi par Huissier de justice, quand les lieux sont rendus vacants par le départ furtif du Locataire ou par son expulsion,
- à la relocation du lot si celle-ci intervient avant le terme du préavis du Locataire sortant,
- en cas de résiliation du mandat de gérance et/ou du Bulletin Individuel d'Adhésion,
- en cas de non-paiement des cotisations,
- lorsque le montant de la garantie prévu aux Conditions Particulières a été atteint,
- en cas de suspension du paiement des loyers résultant de mesures réglementaires ou légales

1.1.5 LA FRANCHISE

Le montant et la durée de la franchise éventuelle figurent aux Conditions Particulières.

1.2 L'AGRÈMENT DU LOCATAIRE

Pour que la garantie soit acquise, le Souscripteur a l'obligation de collecter et de conserver certains renseignements sur le lot, le Locataire et la (ou les) caution(s), de nature à permettre à l'Assureur :

- de s'assurer que le quittancement mensuel total est inférieur à 3 000€, plafond au-delà duquel notre agrément préalable est nécessaire. L'Assureur répondra à cette demande d'agrément après réception de tous les éléments d'appréciation,
- de s'assurer de la solvabilité du Locataire et de sa (ou ses) caution(s),
- d'exercer les voies de recours appropriées en cas de défaillance du Locataire et de sa (ou ses) caution(s).

1.2.1 LE DOSSIER GÉNÉRAL DE LOCATION

Lorsque le Souscripteur met en place un Locataire **après la prise d'effet des garanties**, il doit détenir un dossier général de location constitué :

→ **des informations sur le Locataire :**

- la fiche de renseignements du Locataire,
- la photocopie d'un document d'identité pour chaque locataire (passeport, carte d'identité, permis de conduire, carte de résident en cours de validité),
- le relevé d'identité bancaire ou postal de chaque Locataire,
- la photocopie de sa dernière quittance de loyer s'il était Locataire ou la photocopie de sa dernière taxe foncière s'il était propriétaire ou l'attestation sur l'honneur de la mise à sa disposition d'un logement à titre gratuit

→ **des informations sur la solvabilité du Locataire :**

→ **pour le Locataire salarié :**

- copie du contrat de travail,
- les trois derniers bulletins de salaire précédant immédiatement la date de constitution du dossier général de location,
- le dernier avis d'imposition sur le revenu,

→ **pour le Locataire exerçant une profession non salariée :**

- l'avis d'inscription au répertoire des métiers, au registre du commerce ou copie de la carte professionnelle,
- les deux derniers avis d'imposition sur le revenu.

→ **pour le Locataire retraité ou pensionné :**

- les deux derniers avis d'imposition sur le revenu,
- pour le Locataire retraité ou pensionné depuis moins de trois ans, les attestations annuelles de pension pour les étudiants : -la photocopie de la carte d'étudiant ou du récépissé d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur,
- le dossier de la caution.

→ **pour le Locataire travaillant à l'étranger :**

- le dossier de cautionnement d'une personne physique, solvable, imposable en France.
- pour les autres revenus (ex. : fonciers, de capitaux immobiliers, etc.) dont le Locataire veut se prévaloir : -le dernier avis d'imposition sur le revenu ainsi que tout justificatif.
- pour tous les autres cas (ex. : Locataire dirigeant non salarié de société ou personne morale) : -dossier à soumettre à l'assureur pour agrément préalable (KBIS, statuts et comptes annuels avec annexes).

→ des informations sur le lot concerné :

- le contrat de bail comportant la clause résolutoire si elle existe,
- l'état des lieux d'entrée,
- le dépôt de garantie,
- l'attestation d'assurance incendie/dégât des eaux à l'entrée dans les lieux.
- des informations sur la (ou les) caution(s) :
- un acte d'engagement, pour chacune d'entre elles, conforme à la législation.
- un dossier caution défini à l'article 1.3.2

1.2.2 LES CAS SPÉCIFIQUES

Lorsque le Locataire est déjà dans les lieux avec un bail en cours au moment de la première inscription du lot sur le bordereau mensuel.

La garantie est acquise immédiatement, si le Souscripteur détient et peut produire en cas de constitution d'un dossier de sinistre les documents suivants :

- le contrat de bail comportant une clause résolutoire s'il a été rédigé par le Souscripteur,
- les actes d'engagement pour la (ou les) caution(s) mentionnée(s) au bail,
- l'attestation d'assurance incendie, dégâts des eaux pour le lot garanti en vigueur au jour de l'inscription du lot sur notre bordereau mensuel,
- l'état des lieux d'entrée du Locataire s'il existe,
- une fiche de renseignements du Locataire.

En outre, dans les cas ci-dessous, le Souscripteur doit détenir et produire les documents complémentaires suivants :

Si le lot était précédemment géré par le Souscripteur et garanti en loyer, charges et taxes impayés :

- la preuve du paiement régulier par le Locataire du loyer, charges et taxes récupérables dans le mois du terme émis depuis 3 mois consécutifs au moyen du relevé comptable,
- le relevé d'identité bancaire ou postal du Locataire.

Si le lot était précédemment géré par le Souscripteur et non garanti en loyer, charges et taxes impayés :

- la preuve du paiement régulier par le Locataire du loyer, charges et taxes récupérables dans le mois du terme émis depuis 6 mois consécutifs au moyen du relevé comptable

Si le lot était précédemment géré par un Administrateur de Biens et garanti en loyer, charges et taxes impayés :

- la preuve du paiement régulier par le Locataire du loyer, charges et taxes récupérables dans le mois du terme émis depuis 3 mois consécutifs au moyen du relevé comptable certifié par le précédent Administrateur de Biens,

Si le lot n'était pas précédemment géré par un Administrateur de Biens :

- la preuve du paiement régulier par le Locataire du loyer, charges et taxes récupérables dans le mois du terme émis depuis 6 mois consécutifs au moyen de la production du double des quittances de loyers.

Exception : ponctualité de paiement sur 6 mois

Lorsque le Locataire a été mis en place après la date d'effet des garanties, ou bien lorsqu'il est déjà dans les lieux avec un bail en cours au moment de la première inscription du lot sur le bordereau mensuel, la garantie ne sera acquise qu'après un délai de 6 mois de paiement ponctuel du quittancement. Le paiement ponctuel correspond au règlement du quittancement à la date d'exigibilité fixée au bail ou dans le mois de son émission que ce soit au moyen d'un ou plusieurs règlements.

1.2.3 COMMENT CALCULER LA SOLVABILITÉ DU LOCATAIRE ?

La solvabilité du Locataire est acquise si :

- le montant du revenu net global du Locataire est égal ou supérieur à 3 fois le montant du loyer annuel, charges et taxes comprises,
- lorsque le montant du revenu net annuel du Locataire est compris entre 2 et 3 fois le montant du loyer annuel, charges et taxes comprises, il présente une (ou deux) caution(s) personnelle(s) solvable(s) ayant un revenu net annuel égal ou supérieur à 3 fois le montant du loyer annuel taxes et charges comprises, ou une caution bancaire.

Si le montant du loyer annuel, charges et taxes comprises représente plus de 50 % des revenus nets du Locataire, la solvabilité du Locataire n'est pas acquise et la garantie de l'Assureur est inopérante.

Lorsque le Locataire est étudiant, la garantie et la solvabilité sont acquises si la ou les personnes (deux au maximum) qui se portent caution solidaire ont un revenu net annuel égal ou supérieur à 3 fois le montant du loyer annuel charges et taxes comprises.

Important :

Les revenus des Locataires signataires du bail peuvent se cumuler

1.2.4 LES CAS DANS LESQUELS UNE CAUTION EST OBLIGATOIRE

Une caution personnelle solvable est obligatoire lorsque le Locataire est étudiant.

Une caution bancaire, établie par une banque française garantissant la prise en charge pendant toute la durée du bail des loyers, charges et taxes est obligatoire :

- pour les étrangers employés par une société étrangère et envoyés en mission en France,
- pour les locaux loués au personnel diplomatique et aux salariés d'organisations internationales.

1.3 LE DOSSIER DE LA CAUTION

1.3.1 LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL RELATIFS À LA CAUTION

Le dossier de la caution solidaire devra comporter :

- une fiche de renseignements dûment complétée et signée,
- la copie d'un document d'identité en cours de validité,
- un relevé d'identité bancaire ou postal,
- **un engagement de cautionnement établi de façon manuscrite et signé de la main de chaque caution, dans le respect des Lois en vigueur. Un acte d'engagement de cautionnement est obligatoire par personne physique qui s'engage de façon individuelle, y compris lorsqu'elle est mariée sous l'un des régimes de communauté.**

1.3.2 LE DOSSIER GÉNÉRAL DE LA CAUTION

Pour établir la solvabilité de la caution, les documents suivants sont nécessaires :

→ **pour la caution salariée :**

- copie du contrat de travail,
- les trois derniers bulletins de salaire précédant immédiatement la date de constitution du dossier général de location,
- le dernier avis d'imposition sur le revenu,

→ **pour la caution exerçant une profession non salariée, pensionnée ou retraitée :**

- l'avis d'inscription au répertoire des métiers, au registre du commerce ou copie de la carte professionnelle,
- les deux derniers avis d'imposition sur le revenu.

→ **en cas de caution bancaire ou d'intervention d'un organisme de caution :**

- l'engagement de cautionnement écrit mentionnant, en cas de défaillance du Locataire, la prise en charge pendant toute la durée du bail de 12 mois de loyers, charges et taxes.

→ **dans le cas où la caution est une personne morale ou un dirigeant non salarié de société :**

- dossier (KBIS, statuts et comptes annuels avec annexes) à soumettre à l'agrément préalable de l'Assureur

1.3.3 COMMENT CALCULER LA SOLVABILITÉ DE LA CAUTION ?

La solvabilité de la caution est acquise si le revenu net annuel est égal à 3 fois le montant du loyer annuel, charges et taxes comprises

Important : Les revenus du (ou des) Locataire(s) et les revenus de la caution ne se cumulent pas.

Si la solvabilité du Locataire ou de la caution telle que définie aux articles 1.2.3 et 1.3.3 n'était pas acquise au moment de la constitution du dossier général de location, l'Assureur pourra opposer une déchéance de garantie.

1.4 LA PROCÉDURE A SUIVRE EN CAS D'IMPAYÉ DU LOCATAIRE

1.4.1 L'EXIGIBILITÉ

Le quittancement des loyers, charges et taxes doit être payé par le Locataire dans les délais et formes prévus par le bail ou par la Loi.

En cas d'incident de paiement (chèque impayé, prélèvement refusé), la date d'exigibilité devient la date à laquelle l'organisme payeur a signifié le non-paiement. Si le terme est impayé ou si la dette du Locataire est supérieure à 150€, le Souscripteur doit suivre la procédure suivante (les délais ci-après s'entendent comme des maxima).

1.4.2 PREMIÈRE ÉTAPE LA LETTRE RECOMMANDÉE

Le 35^{ème} jour au plus tard à compter de la date d'exigibilité (J) : Si le Locataire ne s'est pas acquitté de sa dette, le Souscripteur lui adresse une lettre recommandée avec demande d'avis de réception le mettant en demeure de payer son loyer sous huitaine. Cette lettre rappelle au Locataire la clause résolutoire si elle figure au bail.

La copie de cette lettre sera adressée en recommandé avec demande d'avis de réception à la (ou aux) caution(s).

1.4.3 DEUXIÈME ÉTAPE LA SAISIE DE L'HUISSIER

Entre le 45^{ème} jour et le 55^{ème} jour de la date d'exigibilité (J) : Le Souscripteur se charge de faire délivrer au Locataire par ministère d'Huissier un commandement de payer visant la clause résolutoire si elle figure au bail et détaillant la dette depuis le premier terme impayé.

L'Huissier doit effectuer la dénonciation à la (ou aux) caution(s) dans les 15 jours qui suivent le commandement de payer.

L'Huissier de Justice est librement choisi par le Souscripteur. Toutefois, l'Assureur peut à tout moment imposer un intervenant de remplacement.

Les frais de l'Huissier sont réglés par l'Assureur à première demande.

Si le Locataire a quitté les lieux ou a reçu ou délivré un congé valable, la délivrance du commandement de payer n'est pas nécessaire.

1.4.4 LES RÈGLEMENTS ET LES ENGAGEMENTS DE RÈGLEMENT

1.4.4.1 ENTRE LES MAINS DU SOUSCRIPTEUR OU CELLES DE L'HUISSIER DE JUSTICE

1^{er} cas : Les règlements :

Entre la date d'exigibilité (J) et J + 75, si le Locataire ou la caution effectue des règlements qui éteignent totalement la dette, la procédure de recouvrement décrite ne trouvera plus application.

Dans le cas contraire, le Souscripteur devra initier une procédure de déclaration de sinistre complète.

2^{ème} cas : les engagements de règlements :

Lorsque le Locataire ou la caution sollicite des aménagements pour le règlement de la dette locative, le Souscripteur devra formaliser cet engagement par écrit.

Si un plan d'apurement est sollicité avant la déclaration de sinistre, le Souscripteur peut accepter un étalement sur six mois sans notre accord.

Par contre, après la déclaration de sinistre, l'échéancier fractionnant la dette ne devra pas comporter plus de 4 mensualités sauf en cas d'agrément de l'Assureur pour une durée supérieure.

Les quittancements postérieurs à ceux qui ont fait l'objet d'un échéancier devront être impérativement réglés à leurs dates d'exigibilité.

Chaque échéance devra être intégralement payée à la date prévue.

À la première échéance impayée à la date convenue, le Souscripteur devra immédiatement reprendre la procédure au stade où elle a été suspendue et faire une déclaration de sinistre à l'Assureur.

1.5 LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRE

1.5.1 LA DÉCLARATION DU SINISTRE

Le **75^{ème} jour** au plus tard à compter de la date d'exigibilité, si le Locataire ne s'est pas complètement acquitté de sa dette (dont le montant est supérieur à 150€), le Souscripteur doit déclarer à l'Assureur le sinistre immédiatement en transmettant un dossier complet de sinistre.

La déclaration tardive ou la saisie de l'Huissier hors du délai prévu aux articles 1.4.3 et 1.5.1, sauf en cas de force majeure, entraînera une franchise proportionnelle au retard enregistré dans la limite de 180 jours.

La franchise dans l'indemnisation sera égale au nombre de jours de retard décomptés à partir de la date d'exigibilité. **Au-delà de 180 jours de retard, l'Assureur prononcera une déchéance de garantie.**

1.5.2 LA CONSTITUTION DU DOSSIER SINISTRE

Le dossier sinistre devra contenir les documents suivants :

- la copie de la saisine d'Huissier,
- la copie du mandat de gérance,
- la copie du Bulletin Individuel d'Adhésion,
- la copie du bail,
- la copie du commandement de payer visant la clause résolutoire,
- la copie de la dénonciation du commandement à la (ou aux) caution(s),
- le décompte exact et détaillé du compte du Locataire faisant apparaître le détail des sommes dues et des règlements effectués au cours des 6 derniers mois,
- la copie de la mise en demeure LRAR ainsi que les correspondances échangées avec le Locataire et la caution, y compris l'éventuel échéancier accordé,
- le dossier complet du Locataire, selon le cas applicable,

- le dossier complet de la caution éventuelle,
- tous les documents ou informations utiles à l'instruction de l'affaire pouvant permettre une solution efficace et rapide du litige, ainsi que tout changement dans la situation du Locataire (changement d'employeur, de compte bancaire, de n° de téléphone) dont le Souscripteur a pris connaissance,
- les coordonnées de l'Avocat éventuellement désigné par le Souscripteur. L'Assureur se réserve la possibilité de refuser ou de dénoncer à tout moment cette désignation si les honoraires pratiqués ou si les prestations fournies ne lui donnent pas satisfaction.

En cas de déclaration de sinistre incomplète ou hors délais, l'Assureur pourra opposer une déchéance de garantie.

1.6 LA PROCÉDURE A SUIVRE PENDANT LA PRISE EN CHARGE DU SINISTRE

1.6.1 LA PRODUCTION DES DÉCOMPTES TRIMESTRIELS

Le Souscripteur s'engage à aviser l'Assureur du nonpaiement des termes suivant la déclaration de sinistre en produisant, tous les trimestres, un décompte détaillé de la dette, déduction faite des versements éventuels des différents intervenants (Locataire[s], Caution[s], Avocat, Huissier...) faits entre ses mains.

Ce décompte servira de base au calcul des indemnités. Lorsqu'un Locataire se mettra à jour de son règlement, l'Assureur considérera un nouvel impayé comme un nouveau sinistre.

Le Souscripteur devra prévenir l'Assureur de toute modification de la situation matérielle du Locataire qui pourrait faire évoluer le recouvrement et le type de contentieux mis en place.

Après la déclaration de sinistre, tout accord négocié entre le souscripteur et le(s) locataire(s) défaillant(s) ou sa (ses) caution(s) devra recevoir l'approbation formelle de l'assureur. Dans le cas contraire, cet accord sera inopposable à l'Assureur.

1.7 LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Sous réserve du respect des Conditions Générales, l'Assureur s'engage à indemniser le Souscripteur de la dette du Locataire de la manière suivante :

1.7.1 LE PREMIER RÈGLEMENT

L'Assureur effectuera le premier règlement le 120^{ème} jour au plus tard à compter de la date d'exigibilité du premier impayé, sous réserve de la constitution complète du dossier sinistre. Il comprendra l'ensemble de la dette à compter du premier mois impayé, déduction faite de tous les acomptes que le Locataire ou sa caution ou toute autre personne ou organisme aurait pu verser directement entre les mains du Souscripteur ou celles de l'Huissier avant l'expiration du délai imparti au Locataire et fixé dans le commandement de payer.

Lorsque le Locataire aura intégralement acquitté les sommes objet du commandement dans le délai qui lui est imparti, les frais du commandement de payer visé à l'article 1.4.3, dans le cadre

des dossiers pris en charge par l'Assureur, seront indemnisés sur présentation de la note de l'Huissier de Justice, du bulletin individuel initial et d'un relevé de compte à jour.

1.7.2 LES RÈGLEMENTS SUIVANTS

L'Assureur règlera le Souscripteur dans les 10 jours ouvrés à réception du décompte trimestriel détaillé de la dette, accompagné de la quittance subrogative.

Lorsque le Locataire aura quitté les lieux, le dépôt de garantie sera déduit de la dernière quittance, sauf à établir que tout ou partie de ce dernier a servi à couvrir des frais d'entretien, des réparations locatives ou des détériorations immobilières dus par le Locataire.

Pour le cas où le Souscripteur percevrait une somme concernant le sinistre, ce dernier s'engage à la reverser dès l'encaissement à l'Assureur.

Important :

Les indemnités d'assurance dont bénéficie l'Assuré propriétaire bailleur ne doivent pas apparaître au crédit du compte Locataire, car celui-ci reste débiteur des loyers et accessoires impayés.

1.8 LES EXCLUSIONS PROPRES À LA GARANTIE DES LOYERS, CHARGES ET TAXES IMPAYÉS

1.8.1 LES RISQUES NON GARANTIS PAR LE CONTRAT

Outre les exclusions générales prévues à l'article 4. (vie du contrat), le contrat ne garantit pas :

- Les frais de gestion des impayés, notamment les relances et les lettres recommandées préalables à la phase contentieuse,
- les sommes dues au titre du bail par un Locataire ou un occupant qui ne serait pas à jour de ses paiements au moment de la première inscription du lot sur le listing mensuel,
- le non-paiement des sommes dues lorsque ce nonpaiement est la conséquence d'une grève généralisée sur la commune, sur le département ou sur l'ensemble du territoire national par décision d'une organisation de Locataires représentative et reconnue,
- les lots pour lesquels le (ou les) mandat(s) de gérance du Souscripteur a(ont) été résilié(s),
- les lots pour lesquels le Bulletin Individuel d'Adhésion a été résilié,
- le non-paiement des sommes dues par le Locataire ou l'occupant dont le loyer mensuel charges et taxes comprises excède 3000 € sauf dans les cas où l'agrément préalable de l'Assureur aura été obtenu,
- le non-paiement des sommes dues par le Locataire ou l'occupant du fait d'un bien insalubre ou déclaré en état de péril,
- le non-paiement des sommes dues par le Locataire ou l'occupant du fait d'un dommage résultant d'un incendie, d'une explosion, d'un dégât des eaux, d'un vol, de catastrophes naturelles ou de tout dommage portant atteinte à la jouissance des locaux par le Locataire,
- le non-paiement du dépôt de garantie prévu au bail.

1.8.2 LES CAS DANS LESQUELS LE CONTRAT NE S'APPLIQUE PAS

Le contrat ne s'applique pas aux cas suivants :

- pour les immeubles déclarés insalubres ou en état de péril, conformément aux dispositions des articles L 511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation,
- pour les baux commerciaux, industriels, ruraux et artisanaux,
- pour les locations saisonnières,
- pour les locaux pour lesquels le Locataire serait le conjoint, le concubin notoire, un ascendant, un descendant ou un collatéral de l'Assuré ou du Souscripteur, pris en qualité de personne physique ou de représentant légal de la personne morale bénéficiaire
- du mandat de gérance,
- pour les baux portant sur des locaux sous-loués.

2. LA GARANTIE DES DÉTÉRIORATIONS IMMOBILIÈRES

2.1 LA PRÉSENTATION DE LA GARANTIE

2.1.1 LA NATURE DE LA GARANTIE

L'Assureur s'engage à indemniser l'Assuré :

- des dégradations et destructions causées exclusivement aux biens immobiliers objet du bail :
- en cours de bail,
- imputables au Locataire et constatées à son départ dans l'état des lieux contradictoire ou dans le procès verbal de l'Huissier,
- des frais d'état des lieux de sortie établi par Huissier, à concurrence de la somme due par le Locataire,
- de la perte pécuniaire consécutive au temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux, à concurrence d'une somme maximale égale à deux mois de loyers, charges et taxes,
- des détériorations immobilières consécutives à une tentative de vol ou à un vol lorsque les dommages ne sont pas garantis par le contrat multirisque du Locataire ou de l'Assuré.

Lorsque le Locataire était dans les lieux lors de la première inscription sur le bordereau mensuel, que le bail n'a pas été conclu par le Souscripteur, et qu'il n'y a pas eu d'état des lieux d'entrée, l'Assureur fera application de l'article 1731 du Code Civil²

Lorsque le bail a été conclu par le Souscripteur, s'il n'a pas été établi d'état des lieux d'entrée, la garantie ne pourra pas être mise en œuvre.

2.1.2 L'OBJET DE LA GARANTIE

La garantie s'applique aux détériorations immobilières consécutives aux locaux loués :

- à usage d'habitation principale ou secondaire,
- à usage professionnel (locaux loués exclusivement à des fins professionnelles, à l'exclusion des baux commerciaux),
- à usage mixte (professionnel et d'habitation principale),
- en annexe à l'habitation principale ou secondaire (garage,

place de stationnement et locaux loués accessoirement au local principal par le même bailleur au même Locataire),

- en meublé,

que le Souscripteur gère et qui figurent sur les bordereaux mensuels des lots garantis.

2.1.3 LA DURÉE ET LE PLAFOND DE LA GARANTIE

La durée et le plafond de la garantie sont fixés aux Conditions Particulières.

La fin de la garantie est effective :

- lorsque le plafond a été atteint,
- en cas de résiliation du mandat de gérance et/ou du Bulletin Individuel d'adhésion par l'Assuré,
- en cas de non-paiement des cotisations.

2.1.4 LA COMPENSATION AVEC LE DÉPÔT DE GARANTIE

À l'occasion de chaque sinistre et quel qu'en soit le montant, l'Assuré sera indemnisé déduction faite du dépôt de garantie prévu dans le bail après imputation des sommes dues par le Locataire.

À chaque fois que lors de la récupération des locaux, des dépenses de nettoyage, d'entretien, de remplacement ou de remise en état, n'entrant pas dans le champ de la garantie détériorations immobilières, s'avèrent nécessaires pour la relocation, le Souscripteur sera autorisé (sur présentation de justificatifs) à utiliser une somme équivalente à 50 % du dépôt de garantie fixé au bail.

À défaut total ou partiel de dépôt de garantie constitué, une franchise sera retenue à concurrence de deux mois de loyer au maximum. Lorsque l'absence de dépôt de garantie résulte des dispositions de l'article 22 de la Loi du 6 juillet 1989, la franchise ne sera pas appliquée.

1 Il s'agit des immeubles par nature et par destination tels que définis aux articles 516 et suivants du Code Civil.

2 article 1731 du Code Civil : «S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf à preuve du contraire».

2.2 LA PROCÉDURE À SUIVRE EN CAS DE DÉTÉRIORATIONS IMMOBILIÈRES

2.2.1 PREMIÈRE ÉTAPE: LA SOMMATION

Si à l'occasion de l'établissement de l'état des lieux de sortie contradictoire ou du constat dressé par l'Huissier, le Souscripteur constate des dégradations et/ou destructions des biens immobiliers imputables au Locataire, le Souscripteur adresse **au Locataire sortant, sous 30 jours**, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, **une sommation** de régler le montant des réparations résultant de l'évaluation ou de devis établis par des entreprises choisies par le Souscripteur. Une copie de la lettre recommandée sera concomitamment adressée à la (ou aux) caution(s).

2.3 LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRE

2.3.1 DEUXIÈME ÉTAPE: LA DÉCLARATION DE SINISTRE

Dans les **15 jours** de la sommation :

Si le Locataire n'a pas réglé les réparations nécessaires à la remise en état des lieux, le Souscripteur doit adresser à l'Assureur le dossier complet de sinistre.

2.3.2 LE CAS DU DÉPART FURTIF OU D'EXPULSION DU LOCATAIRE

Si le Locataire est parti furtivement ou a été expulsé, le Souscripteur doit transmettre à l'Assureur une déclaration de sinistre dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 15 jours de la date du constat d'huissier faisant état des détériorations immobilières.

Dans ce cas, les articles 2.2.1 et 2.3.1 du présent contrat ne sont pas applicables.

2.3.3 LA CONSTITUTION DU DOSSIER SINISTRE

Le dossier sinistre devra contenir les documents suivants :

- la copie du bail,
- le décompte exact du compte du Locataire faisant apparaître le détail des sommes dues et des règlements effectués au cours des 6 derniers mois ainsi que les dates des règlements et la compensation avec le dépôt de garantie,
- la copie du mandat de gérance et/ou du Bulletin Individuel d'Adhésion,
- les états des lieux d'entrée et de sortie établis contradictoirement, datés et signés par les parties ou leurs représentants ou dressés par Huissier, sous réserve des dispositions de l'article 2.1.1 (avant-dernier alinéa),
- le dossier complet de la caution éventuelle, s'il n'a pas déjà été fourni avec une déclaration de sinistre de loyers impayés,
- la copie de la lettre recommandée prévue à l'article 2.2.1,
- tous les documents ou informations utiles à l'instruction de l'affaire pouvant permettre une solution efficace et rapide du litige, ainsi que tout changement dans la situation du Locataire (changement d'employeur, de compte bancaire, de n° de téléphone) dont le Souscripteur a eu connaissance,
- les factures et justificatifs de réfection des lieux sinistrés permettant le calcul de la vétusté,
- l'évaluation des travaux établie par le Souscripteur ou les devis des réparations,
- la copie du dépôt de plainte en cas de sinistre vol.

Si dans un délai de **10 jours ouvrés**, à compter de la date de réception du dossier sinistre complet comportant les devis de réparation, l'Assureur n'a pas notifié son intention de mandater un expert de son choix, le Souscripteur pourra faire exécuter les travaux.

En cas de déclaration de sinistre incomplète ou hors délais, l'Assureur pourra opposer au Souscripteur une déchéance de garantie.

Après la déclaration de sinistre, tout accord négocié entre le Souscripteur et le Locataire défaillant ou sa (ses) caution(s) devra recevoir l'accord écrit de l'Assureur.

2.4 LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

2.4.1 L'INDEMNITÉ ET LES MODALITÉS DE PAIEMENT

Si le sinistre est pris en charge, l'Assureur proposera une indemnisation à l'Assuré sur présentation de devis ou de factures acquittées, dans les 10 jours ouvrés :

- soit à compter de la réception du dossier sinistre complet,
- soit à compter de la date de réception du rapport d'expertise définitif si un expert a été missionné.

Lorsque l'indemnisation est sollicitée sur devis, le règlement interviendra sur la base de 50 % du montant; le solde sera réglé sur présentation de factures définitives.

Si les travaux de remise en état sont exécutés par le propriétaire lui-même, l'Assureur ne prendra en compte que les factures acquittées des fournitures et matériaux nécessaires.

Si le rapport d'expertise n'est pas parvenu à l'Assureur dans un délai de 30 jours à compter de la date de nomination de l'expert, l'Assureur versera à l'Assuré 50 % du montant HT présumé du sinistre.

Le solde sera réglé après réception du rapport d'expertise.

L'indemnité est calculée par déduction successive :

→ de la vétusté :

- l'indemnisation est versée en tenant compte d'une vétusté déduite calculée sur la base de 6% l'an, avec un maximum de 50 % et appliquée à partir de la date de construction ou de réfection du lot locatif concerné.
- **en l'absence de justificatifs sur la date de construction du bien ou sur la date de remise à neuf du bien, il sera appliqué la vétusté maximale de 50%.**
- quand l'état des lieux d'entrée fera apparaître une remise à neuf du bien, et à défaut de pouvoir fournir les justificatifs nécessaires, il sera considéré que le point de départ pour le calcul de la vétusté sera la date de prise d'effet du bail.

→ du dépôt de garantie :

- -à l'occasion de chaque sinistre et quel qu'en soit le montant, le Souscripteur sera indemnisé déduction faite du dépôt de garantie, tel que prévu dans le bail,
- -à défaut de dépôt de garantie, une franchise égale à deux mois de loyer maximum hors charges et taxes sera appliquée,
- -lorsque le dépôt de garantie aura été utilisé au titre de la garantie des loyers, charges et taxes impayés, celui-ci ne sera pas déduit une seconde fois.

→ des sommes versées au Souscripteur directement par le Locataire ou la caution.

2.4.2 L'INDEMNITÉ SERA VERSÉE DÈS RÉCEPTION PAR L'ASSUREUR DE LA QUITTANCE SUBROGATIVE RÉGULARISÉE

Pour le cas où le Souscripteur percevrait une somme concernant le sinistre contractuellement géré, ce dernier s'engage à la reverser dès l'encaissement et sans délais à l'Assureur.

2.5 LES EXCLUSIONS

PROPRES À LA GARANTIE DES DÉTÉRIORATIONS IMMOBILIÈRES

2.5.1 LES EXCLUSIONS PROPRES A LA GARANTIE

Outre les exclusions générales prévues à l'article 4 (vie du contrat), le contrat ne garantit pas :

- les dommages aux meubles meublants et de façon générale aux éléments d'équipement qui peuvent être démontés sans les détériorer et sans détériorer les supports,
- les dommages subis par le matériel électroménager,
- les dommages matériels causés par la transformation des locaux, suite à des travaux autorisés ou effectués par l'Assuré,
- les dommages normalement couverts par un contrat «multi-risque» (dégât des eaux, vol, bris de glaces, vandalisme) garantissant le Locataire pour le bail selon les dispositions de l'article 7-g de la Loi n°89/462 du 06 juillet 1989,
- les dommages non imputables au Locataire,
- les dommages causés aux aménagements extérieurs et notamment aux arbres, plantations, espaces verts, clôtures et portails, etc.
- les dommages immobiliers relevant de l'entretien,
- les dommages liés à la vétusté,
- Les dommages constatés lors de l'état des lieux de sortie contradictoire ou dressé par Huissier postérieurement à la résiliation du contrat ou du Bulletin Individuel d'Adhésion.

3. LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE

Ce contrat, conforme aux lois n° 2007-210 du 19.02.2007 et n° 89-1014 du 31.12.1989, ainsi qu'au décret n° 90-697 du 01.08.1990 est régi par le code des assurances ainsi que par les dispositions qui suivent et les Dispositions Particulières associées.

Le numéro du contrat 504 867 est à rappeler lors de tout appel et dans toute correspondance.

3.1 DEFINITIONS

«NOUS» : l'Assureur, c'est-à-dire

SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE

Entreprise régie par le Code des Assurances Société au capital de 2 216 500 € (entièrement versé)

Siège Social : 16 rue de la République - 92800 PUTEAUX
RCS NANTERRE : B 321776775

«VOUS» : L'Assuré, c'est-à-dire le Propriétaire Bailleur dont les coordonnées figurent aux Dispositions Particulières.

«PRENEUR D'ASSURANCE» : GALIAN Courtage

«TIERS» : Toute personne, physique ou morale, qui n'est pas partie au présent contrat.

«SINISTRE» : Refus opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire – point de départ du délai dans lequel vous devez nous le déclarer conformément à l'article VII.

«BAIL» : Il s'agit exclusivement du bail écrit à usage d'habitation principale ou secondaire et leurs annexes, professionnel, commercial ou mixte, portant sur le bien immobilier garanti.

«BIEN IMMOBILIER GARANTI» : Bien immobilier donné en location et dont l'adresse figure aux Dispositions Particulières.

«PERIODE DE GARANTIE» : Il s'agit de la période de validité du contrat, comprise entre sa date d'effet et celle de sa cessation.

3.2 OBJET DE LA GARANTIE

Vous bénéficiez des prestations définies à l'article III lorsque vous êtes amené à faire valoir un droit ou lorsque vous êtes juridiquement fondé à résister à la demande d'un tiers dans le cadre d'un litige portant sur le bien immobilier garanti dans les domaines suivants :

→ **Garantie Propriétaire Bailleur :**

Nous intervenons pour les litiges que vous rencontrez en votre qualité de propriétaire ou copropriétaire non occupant du bien immobilier garanti et concernant la conclusion, l'exécution, le renouvellement, la résiliation d'un contrat de bail.

→ **Garantie Habitat :**

Nous intervenons pour les litiges que vous rencontrez en

qualité de propriétaire ou de copropriétaire non occupant du bien immobilier garanti et vous opposant :

- A un voisin ou un copropriétaire du fait du comportement de son propre locataire ou d'un locataire empêchant la location du bien garanti.
- A un professionnel du bâtiment, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de travaux d'embellissements, d'entretien ou de réparation dans la mesure où ces travaux n'excèdent pas 10.000 € TTC et qu'ils ne relèvent pas des exclusions de l'article IV liées aux travaux immobiliers.

→ **Garantie Administration fiscale :**

Nous intervenons uniquement, concernant l'assiette ou le recouvrement des revenus fonciers et des impôts locaux. Nous prenons en charge le recours contentieux porté devant le tribunal administratif faisant suite à une proposition de rectification.

3.3 PRESTATIONS DU CONTRAT

En prévention de tout litige :

→ **L'Information Juridique téléphonique :**

En cas de difficultés juridiques ou en prévention de tout litige en votre qualité de propriétaire ou de copropriétaire non occupant du bien immobilier garanti, une équipe de juristes spécialisés répond par téléphone à toute demande d'ordre juridique en vous délivrant des informations pratiques et documentaires dans les domaines susvisés.

Ce service est disponible de 9h à 20h du lundi au vendredi et le samedi de 9h à 12 h au **01 41 43 77 91**.

→ **Un accompagnement juridique à la rédaction des baux :**

Lorsque vous envisagez de signer un contrat de bail, nous vous assistons dans sa lecture et sa compréhension afin de vérifier avant sa conclusion de sa conformité avec les règles de droit.

Cette prestation s'applique aux contrats rédigés en langue française et relevant du droit français. Elle porte exclusivement sur les baux.

En cas de litige :

→ **Sur un plan amiable**

• **La Consultation Juridique :**

Au vu des éléments que vous nous communiquez, un juriste vous expose soit oralement, soit par écrit, les règles de droit applicables à votre cas et nous vous donnons un avis sur la conduite à tenir.

• **L'Assistance Amiable :**

Après étude complète de votre situation, nous intervenons directement auprès de votre adversaire, afin de rechercher une issue négociée et conforme à vos intérêts.

Lorsque l'appui d'un intervenant extérieur est nécessaire (notamment lorsque l'adversaire est lui-même représenté par un avocat), nous prenons en charge les frais et honoraires de ce dernier dans les conditions figurant à l'article VI.

Lorsque nous sommes amenés à intervenir à l'amiable, vous nous donnez mandat pour procéder à toute démarche utile pour mettre fin au litig

→ **Sur un plan judiciaire**

• **La Prise en charge Judiciaire :**

Lorsque le litige est ou doit être porté devant une commission ou une juridiction, nous prenons en charge les frais de procédure et les honoraires des intervenants dans les conditions figurant à l'article VI.

3.4 – EXCLUSIONS

Outre les exclusions du contrat Assurance loyers impayés et les agréments de solvabilité du locataire, sont toujours exclus :

- Les litiges résultant de faits antérieurs à la prise d'effet du contrat, sauf si vous pouvez établir que vous étiez dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date.
- Les litiges relatifs aux sous locations et les garde-meubles.
- Les litiges portant sur le patrimoine immobilier classé ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques.
- Toute action découlant d'une faute intentionnelle de votre part. Dans le cas où le caractère intentionnel ne serait établi qu'en cours ou après notre intervention, nous serions fondés à vous demander le remboursement des frais engagés.
- Les litiges fondés sur le non-paiement de sommes dues par vous, dont le montant ou l'exigibilité ne sont pas sérieusement contestables et toute intervention consécutive à votre état d'insolvabilité.
- Les litiges relevant d'une garantie «Protection Juridique Recours» incluse dans un autre contrat d'assurance.
- Les litiges en recouvrement de loyers impayés.
- Les litiges quand le tiers est en état de cessation de paiements, redressement, liquidation ou sauvegarde.
- Les actions ou réclamations dirigées contre Vous en raison de dommages mettant en jeu votre responsabilité civile lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurance ou lorsqu'elle aurait dû l'être en exécution d'une obligation légale d'assurance, ainsi que les dommages couverts par un contrat MRH du locataire.
- Les litiges liés à des travaux immobiliers lorsque ces travaux sont soumis à la délivrance d'un permis de construire, d'un permis de démolir, au régime de la déclaration préalable ou lorsqu'ils sont soumis à une assurance obligatoire (loi n° 78-12 du 04.01.1978).
- Les litiges survenant entre Co-indivisaires, associés d'une SCI, nu propriétaire et usufruitier.
- Les litiges liés au recouvrement de loyer relatif à une action concertée de plusieurs locataires d'une même copropriété.
- Les litiges vous opposant à un syndicat de copropriétaires.
- Les litiges vous opposant à GALIAN, GALIAN Courtage, GALIAN Assurances.

3.5 ETENDUE DE LA GARANTIE

TERRITORIALITE :

La garantie s'applique aux biens immobiliers garantis et situés en **France**.

MONTANTS DE GARANTIE (T.T.C.) :

Ce sont les montants maxima de notre contribution financière pour un même litige.

Notre contribution financière, quelle que soit la durée de traitement du (des) litige(s) déclaré(s) s'élève à : **8 000 € TTC** par litige et par année d'assurance.

Ces montants ne se reconstituent pas quelle que soit la durée de traitement des litiges déclarés.

SEUILS D'INTERVENTION (T.T.C.) :

Ce sont les montants de la réclamation au-dessus desquels nous intervenons.

Lorsque le montant en principal est au moins égal à 400 €, nous intervenons à l'amiable et/ou au judiciaire.

Toutefois, nous ne retenons aucun seuil d'intervention en matière de consultation juridique.

3.6 MONTANTS DES PLAFONDS DE PRISE EN CHARGE ET MODALITES DE PAIEMENT

Nous prenons en charge, dans les conditions indiquées, les frais et honoraires d'avocat, d'expert, d'huissier de justice, ainsi que les frais de procédure, sous réserve qu'ils soient exposés **avec notre accord préalable** pour la défense de vos intérêts.

Ces montants s'entendent toutes taxes comprises et sont cumulables sous réserve de ne pas dépasser les montants de garantie définis à l'article V.

MONTANTS DES PLAFONDS PAR LITIGE (T.T.C.) :

Sous réserve de notre accord préalable et **dans la limite des montants de garantie définis à l'article V**, nous prenons en charge au titre du :

→ **Plafond amiable :**

Dans le cadre de la défense amiable de votre dossier, nous pouvons être amenés à faire appel à des intervenants extérieurs (ex : expert ou avocat – notamment lorsque votre adversaire est lui-même représenté par un avocat).

Ce sont les honoraires et frais de ces intervenants qui sont pris en charge au titre de ce budget amiable.

Le plafond amiable pour les diligences effectuées par l'ensemble des intervenants (expert ou avocat) est fixé à : **770€** (incluant le plafond amiable pour les diligences effectuées par votre avocat fixé à :

- 200 € en cas d'échec de la transaction.
- 500 € en cas de transaction aboutie et exécutée).

→ **Plafond judiciaire :**

- Les honoraires de l'expert judiciaire, désigné à votre demande après notre accord préalable à hauteur de 2 300€.
- Les frais et honoraires d'huissier de justice dans la limite des textes régissant leur profession.

→ Honoraires et Frais d'avocat :

- les honoraires et frais dûment justifiés (y compris d'étude du dossier), que nous sommes susceptibles de verser à votre avocat pour l'obtention d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un arrêt, sont définis ci-après).

HONORAIRES ET FRAIS PAR INTEVENTION	€ TTC
ASSISTANCE	
Rédaction d'un dire, d'une déclaration de créance	80 €
Assistance à une mesure d'instruction ou d'expertise	450 €
Assistance devant une commission administrative, civile ou disciplinaire	450 €
Recours gracieux (contentieux administratif)	300 €
Médiation, Conciliation	300 €
Commissions diverses	350 €
PREMIERE INSTANCE	
Référé expertise	450 €
Autres référés	550 €
Juridiction statuant avant dire droit	400 €
Tribunal d'instance - Juge de proximité - Injonction de payer	800 €
Tribunal Administratif	850 €
Tribunal de Grande Instance	1 000 €
Tribunal de Commerce	1 000 €
Autres juridictions	600 €
CONTENTIEUX PENAL	
Tribunal de police avec constitution de partie civile	670 €
Tribunal de police sans constitution de partie civile	350 €
Tribunal correctionnel	700 €
Médiation pénale	350 €
Juge des libertés	400 €
Chambre de l'instruction	500 €
Démarches au parquet	40 €
APPEL	
Cour d'Appel en matière civile	1 700 €
Cour d'Appel - autres matières	1 150 €
Requête devant le 1er Président de la Cour d'Appel	400 €
HAUTES JURIDICTIONS PAR FORFAIT	
Cour de Cassation - Conseil d'Etat	1 500 €
Cour d'Assises	2 000 €
EXECUTION	
Juge de l'exécution	550 €
Suivi de l'exécution	150 €
Transaction menée jusqu'à son terme	650 €

NE SONT JAMAIS PRIS EN CHARGE :

- Les frais de déplacement et vacations correspondantes, lorsque l'avocat est amené à se déplacer en dehors du ressort de la Cour d'Appel dont dépend son ordre.
- Les frais et honoraires d'avocat postulant.
- Les condamnations, les amendes, les dépens et frais exposés par la partie adverse, que le Tribunal estime équitable de vous faire supporter si vous êtes condamné, ceux que vous avez accepté de supporter dans le cadre d'une transaction amiable, ou en cours ou en fin de procédure judiciaire, les cautions pénales ainsi que les consignations de partie civile.
- Les frais et honoraires d'enquête pour identifier ou retrouver votre adversaire ou connaître la valeur de son patrimoine.
- Les honoraires de résultat.
- Les sommes réclamées par l'administration, les taxes, droits et pénalités.
- Les frais et honoraires liés à l'établissement de l'état des lieux d'entrée, ainsi que ceux de sortie et ceux relatifs à la délivrance d'un congé.
- Le remboursement des impayés de loyers et charges récupérables (y compris le droit au bail et les taxes diverses).
- Les frais et dommages subis par Vous et relevant des exclusions des garanties « Loyers impayés, détériorations immobilières et Vacance locative », ou ayant fait l'objet d'une déchéance de garantie.

→ MODALITES DE PAIEMENT :

Si vous récupérez la TVA : vous procédez à l'avance des frais et honoraires et nous vous rembourserons le montant des frais et honoraires garantis hors taxes dans le délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception des justificatifs de paiement.

Si vous ne récupérez pas la TVA : nous acquitterons directement ces frais et honoraires, dans la limite des montants de garantie.

3.7 FORMALITES A ACCOMPLIR POUR LA MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Vous pouvez, dans un premier temps, si vous souhaitez obtenir des informations juridiques, contacter notre service d'informations juridiques par téléphone.

Ce service peut être contacté (sauf jours fériés) du lundi au vendredi de 9 h à 20 h et le samedi de 9 h à 12 h, au numéro de téléphone suivant : 01 41 43 77 91 (coût des communications selon le tarif en vigueur de votre opérateur de télécommunication).

Tout litige susceptible de mettre en jeu la garantie doit être déclaré, par écrit à :

→ **SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE TSA 41234 - 92919 LA DEFENSE CEDEX**

SAUF CAS FORTUIT ou **FORCE MAJEURE**, toute déclaration de litige susceptible de relever du présent contrat, doit être transmise au plus tard, **dans les 30 jours ouvrés**, à compter de la date à laquelle l'assuré en a eu connaissance ou du refus opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur ou le destinataire, sous peine de déchéance de la garantie, s'il est établi que le retard dans la déclaration cause un préjudice à l'assureur, conformément à l'article L.113-2 du Code des assurances.

Dans le cadre de cette déclaration vous devez indiquer le numéro du contrat 504 867 et également nous communiquer dans les meilleurs délais, tous renseignements, documents et justificatifs nécessaires à la défense de vos intérêts ou tendant à établir la matérialité ou l'existence du litige.

ATTENTION : Nous ne prenons pas en charge les frais et honoraires appelés ou réglés antérieurement à la déclaration ainsi que ceux correspondant à des prestations ou actes de procédure réalisés avant la déclaration sauf si l'assuré peut justifier d'une urgence à les avoir engagés.

3.8 LIBRE CHOIX DE VOTRE DEFENSEUR

Lorsque l'intervention d'un avocat ou de toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, pour défendre, représenter ou servir vos intérêts est nécessaire, vous en avez le libre choix. Nous pouvons, si vous n'en connaissez aucun, en mettre un à votre disposition, si vous en faites **la demande écrite**.

Avec votre défenseur, vous avez la maîtrise de la procédure. Le libre choix de votre avocat s'exerce aussi chaque fois que survient un conflit d'intérêt, c'est-à-dire l'impossibilité pour nous de gérer, de façon indépendante, un litige qui oppose, par exemple, deux assurés.

3.9 ARBITRAGE

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré sur les mesures à prendre pour régler le litige déclaré (ex : désaccord sur l'opportunité de saisir une juridiction ou d'exercer une voie de recours) :

1 – l'assuré a la faculté de soumettre ce désaccord à une tierce personne librement désignée par lui sous réserve :

- que cette personne soit habilitée à donner un conseil juridique et ne soit en aucun cas impliquée dans la suite éventuelle du dossier
- d'informer l'assureur de cette désignation.
Les honoraires de la tierce personne, librement désignée par l'assuré, sont pris en charge par l'assureur dans la limite de 350 € TTC.

2 – conformément à l'article L127-4 du Code des Assurances, ce désaccord peut être soumis à l'appréciation d'une tierce personne **désignée d'un commun accord** avec l'assureur ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur sauf décision contraire de la juridiction saisie.

Si l'assuré engage, à ses frais, une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'assureur ou que celle proposée par l'arbitre, le premier lui rembourse les frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite de la garantie.

3.10 AUTRES CLAUSES APPLICABLES

→ SUBROGATION :

Dès lors que nous exposons des frais externes, nous sommes susceptibles de récupérer une partie ou la totalité des sommes que nous avons déboursées pour votre compte.

Nous sommes subrogés dans les conditions prévues à l'article L121-12 du Code des Assurances, dans les droits et actions que vous possédez contre les tiers, en remboursement des sommes qui vous sont allouées notamment au titre des dépens et du montant obtenu au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile, de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale ou de l'article L.761-1 du Code de la Justice Administrative.

Si des frais et honoraires sont restés à votre charge et sous réserve que vous puissiez les justifier, nous nous engageons à ce que vous soyez désintéressé en priorité sur les sommes allouées, le solde, le cas échéant, nous revenant, dans la limite des sommes que nous avons engagées.

→ PRESCRIPTION :

Toutes actions dérivant de la présente garantie sont prescrites (c'est-à-dire ne peuvent plus être exercées) par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance conformément à l'article L.114-1 du Code des Assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance.
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.
- Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Selon l'article L.114-2 du Code des Assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Les causes ordinaires d'interruption de prescription relèvent des articles 2240 et suivants du code civil, elles sont : la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait, l'assignation en justice même en référé, une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou encore, un acte d'exécution forcée.

→ INFORMATIQUE ET LIBERTES :

Protection des données personnelles :

Des données à caractère personnel sont recueillies à différentes étapes de nos activités commerciales ou d'assurance concernant les assurés ou les personnes parties ou intéressées aux contrats. Ces données sont traitées dans le respect des réglementations, et notamment des droits des personnes.

Vos droits sur les données personnelles :

Vous disposez, en justifiant de votre identité, de droits sur vos données que vous pouvez exercer facilement :

- droit de prendre connaissance des informations dont nous disposons et de demander à les compléter ou les corriger (droits d'accès et de rectification).
- droit de demander l'effacement de vos données ou d'en limiter l'utilisation (droits de suppression des données ou de limitation).
- droit de vous opposer à l'utilisation de vos données, notamment concernant la prospection commerciale (droit d'opposition).
- droit de récupérer les données que vous nous avez personnellement fournies pour l'exécution de votre contrat ou pour lesquelles vous avez donné votre accord (droit à la portabilité des données).
- droit de définir des directives relatives à la conservation, l'effacement et la communication de vos données après votre décès.

Vous pouvez exercer ces droits via notre site Groupamapj.fr (rubrique « Vie privée – Notice Cookies »), par courrier postal aux coordonnées précisées sur vos documents contractuels, ou par mail à : contactdrpo@groupama-pj.fr.

Notre Politique de Protection des Données, la description détaillée des traitements mis en œuvre et les modalités d'exercice de vos droits sont actualisés régulièrement et accessibles sur notre site internet Groupama-pj.fr.

Toute demande concernant vos données personnelles peut aussi être adressée au Délégué à la Protection des Données à contactDPO@groupama.com. La réponse vous sera apportée dans un délai maximum de 30 jours.

Vous pouvez également déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) si vous estimez que nous avons manqué à nos obligations concernant vos données.

Pourquoi collectons-nous des données personnelles ?

Les données recueillies à différentes étapes de la souscription ou de la gestion des contrats d'assurance sont nécessaires aux objectifs suivants :

Passation, gestion, exécution des contrats d'assurance. Les données recueillies pour la passation, la gestion et l'exécution des contrats, vous concernant ou concernant les personnes parties, intéressées ou intervenant au contrat, ont pour objectifs :

- L'étude des besoins en assurance afin de proposer des contrats adaptés à chaque situation
- L'examen, l'acceptation, le contrôle et la surveillance du risque
- La gestion des contrats (de la phase précontractuelle à la résiliation du contrat), et l'exécution des garanties du contrat,
- La gestion des clients
- L'exercice des recours, et la gestion des réclamations et des contentieux
- L'élaboration des statistiques et études actuarielles
- La mise en place d'actions de prévention
- Le respect d'obligations légale ou réglementaire
- La conduite d'activités de recherche et développement dans le cadre de la vie du contrat

Des données de santé sont susceptibles d'être traitées dès lors qu'elles sont nécessaires à la passation, la gestion ou l'exécution des contrats d'assurance. Ces informations sont traitées dans le respect de la confidentialité médicale et avec votre accord. En cas de conclusion d'un contrat, les données sont conservées pour la durée du contrat ou des sinistres, et jusqu'à expiration des délais légaux de prescription. En l'absence de conclusion d'un contrat (données prospects) :

- les données de santé sont conservées 5 ans maximum à des fins probatoires ;
- les autres données pourront être conservées 3 ans maximum.

Lutte contre la fraude à l'assurance:

L'Assureur, qui a pour obligation de protéger la mutualité des assurés et éviter la prise en charge de demandes injustifiées, a un intérêt légitime à lutter contre les fraudes.

Des données personnelles (y compris des données de santé) pourront donc être utilisées pour prévenir, détecter et gérer les fraudes quel qu'en soit l'auteur. Ces dispositifs de lutte contre la fraude peuvent conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude. L'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance (Alfa) peut être destinataire de données à cette fin. Les droits sur ces données peuvent être exercés à tout moment par courrier à ALFA, 1, rue Jules Lefebvre – 75431 Paris Cedex 09.

Les données traitées pour la lutte contre la fraude sont conservées 5 ans maximum à compter de la clôture du dossier de fraude. En cas de procédure judiciaire, les données seront conservées jusqu'à la fin de la procédure, et expiration des prescriptions applicables.

Les personnes inscrites sur une liste de fraudeurs présumés, seront désinscrites passé le délai de 5 ans à compter de l'inscription sur cette liste.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :

Pour répondre à ses obligations légales, l'Assureur met un œuvre des dispositifs de surveillance destinés à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et permettre l'application de sanctions financières.

Les données utilisées à cette fin sont conservées 5 ans à compter de clôture du compte ou de la fin de la relation avec l'Assureur. Celles relatives aux opérations réalisées par les personnes sont conservées 5 ans à compter de leur exécution y compris en cas de clôture du compte ou de fin de la relation avec l'Assureur. TRACFIN peut être destinataire d'informations à cette fin. Conformément au Code monétaire et financier, le droit d'accès à ces données s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (voir cnil.fr).

Satisfaction/Qualité de service :

Dans notre intérêt et celui de nos clients, nous mesurons et cherchons à améliorer continuellement la qualité de nos services et de nos offres. Dans ce cadre, des enquêtes de satisfaction peuvent être réalisées et nos échanges (courriers, e-mails ou téléphoniques) peuvent être enregistrés et analysés. Les enregistrements téléphoniques sont conservés pour une durée maximale de 2 mois et les éléments nécessaires à l'amélioration de notre qualité de services sont conservés pour une durée maximale de 3 ans.

Enregistrements téléphoniques :

Dans le cadre de nos relations, vous pouvez être amené à nous téléphoner. Nous vous informons que ces appels téléphoniques peuvent être enregistrés afin de s'assurer de la bonne exécution de nos prestations à votre égard et plus généralement à faire progresser la qualité de service. Ces enregistrements sont destinés aux seuls services en charge de votre appel. Si vous avez été enregistré et que vous souhaitez écouter l'enregistrement d'un entretien, vous pouvez en faire la demande selon les modalités décrites cidessus.

Recueil et traitement de données de santé :

Vous acceptez expressément le recueil et le traitement des données concernant votre santé, nécessaires à la gestion de vos garanties, ces données sont traitées dans le respect des règles de confidentialité médicale. Elles sont exclusivement destinées aux personnes internes ou externes habilitées spécifiquement (notamment nos experts médicaux). Ces informations peuvent également être utilisées au titre de la lutte contre la fraude par des personnes habilitées.

Transferts d'information hors de l'Union Européenne :

Les données personnelles sont traitées au sein de l'Union Européenne. Toutefois, des données peuvent faire l'objet de transferts vers des pays hors Union Européenne, dans le respect des règles de protection des données et encadrées par des garanties appropriées (ex : clauses contractuelles types de la commission européenne, pays présentant un niveau de protection des données reconnu comme adéquat...).

Ces transferts peuvent être effectués pour l'exécution des contrats, la lutte contre la fraude, le respect d'obligations légales ou réglementaires, la gestion d'actions ou contentieux permettant notamment à l'Assureur d'assurer la constatation, l'exercice ou la défense de ses droits en justice ou pour les besoins de la défense des personnes concernées.

A qui sont communiquées ces informations ?

Les données à caractère personnel traitées sont destinées, dans la limite de leurs attributions :

- aux services de l'Assureur en charge de la gestion des contrats.
- aux services de l'Assureur ou du Groupe Groupama en charge de la lutte contre la fraude ou de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, de l'audit et du contrôle.
- ces informations peuvent également être communiquées, dès lors que cela est nécessaire, à nos réassureurs, intermédiaires, partenaires, et sous-traitants, ainsi qu'aux organismes susceptibles d'intervenir dans l'activité d'assurance, tels les organismes publics ou autorités de tutelles, ou les organismes professionnels (dont ALFA à des fins de lutte contre la fraude et TRACFIN pour la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme).
- les informations relatives à votre santé sont exclusivement destinées à nos médecins-conseils ou à des personnes internes ou externes habilitées spécifiquement (notamment nos experts médicaux).

RECLAMATION :

Pour toute demande d'information ou toute réclamation (désaccord, mécontentement) relative à votre contrat d'assurances ou au traitement de votre litige, il convient de vous adresser dans un premier temps à votre Courtier. us adresser dans un premier temps à votre Courtier.

Si cette demande n'est pas satisfaite, votre réclamation peut être adressée au Service réclamations de SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE «Service qualité » TSA 41234 - 92919 La Défense Cedex.

Société Française de Protection Juridique s'engage à accuser réception de votre réclamation dans un délai maximum de 10 jours ouvrables. Celle-ci sera traitée dans les 30 jours au plus. Si tel ne devait pas être le cas, vous en seriez informé.

En cas de désaccord persistant et définitif, vous pouvez saisir la Médiation de l'Assurance, par courrier à l'adresse postale Médiation de l'Assurance-TSA 50110-75441 Paris cedex 09 ou sur le site : www.mediation-assurance.org.

Le détail des modalités de traitement des réclamations est accessible auprès de votre Courtier.

ORGANISME DE CONTROLE :

Nos activités sont soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

3.11 VIE DU CONTRAT

PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT :

Elles figurent aux Dispositions Particulières.

RESILIATION :

Le contrat peut être résilié dans les conditions et cas prévus au Code des Assurances et notamment :

→ Par Vous ou par Nous

- A la fin de chaque période annuelle d'assurance, sous préavis de DEUX MOIS au moins (article L.113-12 du Code des Assurances),
- En cas de modification ou de cessation du risque assuré (article L.113-16 du Code des Assurances)

→ Par Vous

- En cas de majoration de la cotisation, conformément au §. «Adaptation et révision de la cotisation».

→ Par Nous

- En cas de non-paiement des cotisations (article L.113-3 du Code des Assurances),
- après sinistre, c'est-à-dire après déclaration d'un litige (article R.113-10 du Code des Assurances). Dans ce cas, vous avez la possibilité, dans le délai de UN MOIS à compter de la notification de la résiliation, de demander la résiliation des autres contrats que vous auriez pu souscrire auprès de Nous

→ De plein droit

- En cas de retrait de notre agrément administratif (article L.326-12 du Code des Assurances).

→ Formalisme

Lorsque vous avez la faculté de résilier le contrat, vous pouvez le faire à votre choix, soit par lettre recommandée, soit par acte extrajudiciaire, soit par une déclaration faite contre récépissé à notre siège social.

Lorsque nous avons la faculté de résilier le contrat, la résiliation doit vous être notifiée par lettre recommandée.

PAIEMENT DE LA COTISATION :

La cotisation est payable d'avance, son montant figure aux Dispositions particulières.

La cotisation, qui comprend les impôts et taxes en vigueur, doit être payée chaque année, à la date d'échéance indiquée au certificat d'adhésion, au siège de notre Société.

En cas de non-paiement d'une cotisation ou d'une fraction de celle-ci, dans les Dix JOURS de son échéance, nous pouvons, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice :

- suspendre la garantie dans les TRENTE JOURS après la mise en demeure,
- résilier le contrat Dix JOURS après l'expiration du délai de trente jours précité.

3.12 : LOI APPLICABLE

La loi applicable au présent contrat est la loi française.

4.LA GARANTIE VACANCE LOCATIVE

4.1 LA PRÉSENTATION DE LA GARANTIE

Cette garantie est accordée en extension facultative.

Elle sera acquise le premier jour du mois qui suit sa souscription.

Le Souscripteur devra obtenir de l'Assureur **l'agrément préalable de chaque lot**. Il utilisera pour ce faire les moyens mis à sa disposition par l'Assureur (extranet ou imprimés pour les programmes neufs uniquement).

4.1.1 LA NATURE DE LA GARANTIE

Sous réserve d'une durée d'occupation de douze mois consécutifs au minimum du Locataire non défaillant,

-l'Assureur garantit à l'Assuré le remboursement des pertes pécuniaires subies du fait de l'absence de perception des loyers, charges et taxes, résultant de la non-relocation des locaux vides de meubles et d'occupants, après le départ du Locataire.

-Toutefois, ce délai de 12 mois n'est pas applicable lorsque la garantie est souscrite dès l'entrée dans les lieux du premier locataire (immeubles neufs).

4.1.2 L'OBJET DE LA GARANTIE

La garantie s'applique en cas d'absence de Locataire entre deux locations pour des locaux :

- à usage d'habitation principale et leurs annexes,
- à usage mixte et leurs annexes, que le Souscripteur gère et qui figurent sur les bordereaux mensuels des lots garantis.

4.1.3 LA DURÉE ET LE PLAFOND DE LA GARANTIE

La garantie prend effet à compter de la date de fin du préavis légal ou date de remise des clefs du dernier Locataire.

Lorsque le Locataire est expulsé, la date de début de garantie est fixée à la date de reprise des lieux figurant sur le procès verbal d'Huissier de Justice.

En cas de décès avec refus de succession, la garantie prend effet à la date du décès.

Si des travaux de remise en état du lot s'avèrent nécessaires avant la remise en location, la garantie ne prend effet qu'à l'issue de ces travaux. La date à retenir sera celle définie par l'expert comme indiqué dans l'article 2.1.3.

La fin de la garantie est effective :

- en cas de relocation (date retenue : signature du bail),
- lorsque le plafond a été atteint,
- en cas de résiliation du mandat de gérance et / ou du Bulletin Individuel d'Adhésion,
- en cas de non-paiement des cotisations.

Le montant de l'indemnité et la durée de la garantie sont fixés aux conditions particulières.

4.1.4 LA FRANCHISE

Lorsqu'une franchise est prévue, elle figure aux Conditions Particulières et correspond à la période pendant laquelle l'inoccupation n'est pas indemnisable.

4.2 LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRE

Dès la réception de la lettre de congé du Locataire ou le constat de son départ, le Souscripteur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens publicitaires et autres procédés couramment utilisés par la profession pour la recherche de locataire.

4.2.1 LA DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre devra être adressée à l'Assureur au plus tard 30 jours après la fin de la période de garantie ou au plus tard 30 jours après la relocation si celle-ci intervient avant la fin de la période de garantie.

4.2.2 LES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

- le formulaire de la déclaration de sinistre dûment complété, daté et signé,
- la copie du bail, de l'état des lieux de sortie contradictoire ou établi par huissier du précédent Locataire,
- la copie du mandat de gérance et / ou du Bulletin Individuel d'Adhésion,
- la copie de la lettre de congé du Locataire, s'il n'est pas parti furtivement,
- le justificatif de l'achèvement de travaux, si des travaux ont été nécessaires à la relocation,
- les preuves de la recherche active d'un nouveau Locataire,
- si les locaux sont reloués, la copie du bail du nouveau Locataire,
- le dernier quittancement du Locataire sortant

4.3 LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

4.3.1 LE DÉLAI DE PAIEMENT

L'Assureur réglera l'indemnité dans les 10 jours ouvrés suivant la réception du dossier sinistre complet.

4.4 LES EXCLUSIONS PROPRES À LA GARANTIE VACANCE LOCATIVE

4.4.1 LES EXCLUSIONS PROPRES À LA GARANTIE

La présente garantie ne couvre pas :

- les lots n'ayant pas fait l'objet de l'agrément préalable de l'Assureur,
- les lots pour lesquels le mandat de gérance et /ou le bulletin individuel d'Adhésion ont été résiliés,
- les immeubles déclarés insalubres ou en état de péril, en vertu des articles L 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,
- les baux commerciaux, industriels, ruraux et artisanaux,
- les locations saisonnières,
- les locaux meublés,
- l'occupation des mois de juillet, août et septembre pour les lots loués à des étudiants (Locataire sortant), les résidences réservées exclusivement aux étudiants, les lots occupés par des squatters ou par des occupants sans droit ni titre,

l'occupation d'un lot faisant suite à une occupation d'une durée inférieure à six mois consécutifs du précédent Locataire non défaillant, les locaux vacants à la date d'effet de la garantie vacance locative,

la non-location consécutive à un événement garanti par un contrat d'assurance multirisque, notamment un incendie, un dégât des eaux, une catastrophe naturelle et, plus généralement, toute forme de dommage atteignant directement ou indirectement les locaux, -non-renouvellement du bail du fait du Souscripteur ou du fait de l'Assuré, sauf en cas de manquement du Locataire à l'une de ses obligations contractuelles, l'absence de Locataire due à une relocation à un niveau de loyer supérieur au prix du marché (3 références identiques sur le voisinage),

- l'absence de Locataire due à l'état du logement ou de l'immeuble dans lequel il se trouve et qui le rend impropre à la location,
- l'absence de Locataire liée à un changement important de l'environnement du lot entraînant des nuisances rendant l'utilisation normale du logement impossible,
- l'absence de Locataire liée à une décision administrative et judiciaire.

4.4.2 LES CAS DANS LESQUELS LA GARANTIE NE S'APPLIQUE PAS

- si le lot est sinistré en loyers impayés à la prise d'effet des garanties,
- lorsque le Locataire a donné congé avant la date de prise d'effet des garanties.

La garantie ne sera acquise ultérieurement qu'en cas de location à un nouveau Locataire.

5. LA GARANTIE COPROPRIÉTAIRE BAILLEUR

5.1 LA PRÉSENTATION DE LA GARANTIE

5.1.1 L'OBJET DE LA GARANTIE

Lorsque le lot de l'Assuré se trouve être dans un immeuble soumis au statut de la copropriété, ce dernier peut être amené à devoir supporter un accroissement de ses charges de copropriété en raison de la défaillance d'un (ou plusieurs) autre(s) copropriétaire(s).

5.1.2 LA NATURE DE LA GARANTIE

L'Assureur garantit à l'Assuré le remboursement de la part de charges de copropriété supplémentaire calculée au prorata des tantièmes de son (ou ses) lot(s) mise à sa charge en raison de la défaillance d'un (ou plusieurs) autre(s) copropriétaire(s).

5.1.3 LE MONTANT DE LA GARANTIE

Le montant de la garantie figure aux Conditions Particulières.

5.2 LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRE

Les documents à transmettre avec la déclaration de sinistre :

- le Procès verbal de l'Assemblée Générale de copropriété comportant le vote de la résolution ayant entériné la décision de répartir la part de charges incombant au(x) lot(s) du (ou des) défaillant(s) entre les autres copropriétaires au prorata des tantièmes de leurs lots,
- le certificat de non contestation de l'Assemblée Générale ci-dessus,
- le relevé de charges de copropriété faisant apparaître la répartition de la part de charges incombant au(x) lot(s) du (ou des) défaillant(s) au prorata des tantièmes de son (ou ses) lot(s).

Lorsque le syndic de la copropriété dont dépend(ent) le (ou les) lot(s) de l'Assuré aura pu recouvrer la part de charges laissée impayée par le (ou les) copropriétaire(s) défaillant(s) et ayant fait l'objet de la répartition indemnisée, le Souscripteur en adressera le remboursement dans les trois mois de son encaissement à l'Assureur

1. LA DATE D'EFFET DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à la date et pour les garanties mentionnées aux Conditions Particulières et sous réserve de l'encaissement effectif de la cotisation. Ces conditions s'appliquent à tout avenant au contrat.

2. LA DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an (sauf précision aux Conditions Particulières) et reconduit chaque année par tacite reconduction sauf dénonciation par le Souscripteur ou l'Assureur, dans les conditions fixées ci-après.

La garantie pour chaque lot est acquise pour une durée ferme d'un an à partir de la première inscription sur le bordereau mensuel et renouvelable par tacite reconduction par période de douze mois. À chaque période annuelle, la garantie pourra ne pas être renouvelée pour un ou plusieurs lots. Dans ce cas, le Souscripteur extraira le(s) lot(s) concerné(s) du bordereau fourni à l'Assureur.

En cas de résiliation du mandat de gestion, la garantie cessera au dernier jour du mandat.

3. LA RÉSILIATION DU CONTRAT

3.1. PAR LE SOUSCRIPTEUR OU PAR L'ASSUREUR

- chaque année, à sa date d'échéance anniversaire, moyennant préavis de deux mois au moins,
- en cas de survenance d'un des événements prévus par l'article L 113-16 du Code (changement de domicile, de situation matrimoniale, de régime matrimonial, de profession, retraite professionnelle ou cessation d'activité professionnelle) lorsque le contrat a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure, qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La demande de résiliation doit intervenir dans les trois mois qui suivent la date de l'événement ; elle prend effet un mois après notification à l'autre partie.

3.2. PAR L'ASSUREUR

- en cas de non-paiement des cotisations par le Souscripteur (Art. L 113-3 du Code),
- en cas d'aggravation des risques (Art. L 113-4 du Code),
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration des risques à la souscription ou en cours du contrat (Art. L 113-9 du Code),
- après sinistre, le Souscripteur ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de la Compagnie dans le délai d'un mois à compter de la notification de cette résiliation (Art. R 113-10 du Code),
- en cas de liquidation ou de redressement judiciaire du Souscripteur (Art. L 113-6 du Code).

3.3. PAR LE SOUSCRIPTEUR

- en cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans la police, si l'Assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (Art. L 113-4 du Code) ; la résiliation prendra effet 30 jours après la dénonciation.
- en cas de résiliation, par l'Assureur, d'un autre contrat après sinistre (Art. R 113-10 du Code),
- en cas de modification par la Compagnie des tarifs applicables aux risques garantis.

3.4. PAR L'ASSUREUR, L'HÉRITIER OU L'ACQUÉREUR EN CAS DE DÉCÈS DE L'ASSURÉ OU D'ALIÉNATION DU LOT ASSURÉ (ART. L 121-10 DU CODE)

En cas de transfert de propriété par suite du décès de l'Assuré ou en cas d'aliénation du lot assuré, les garanties du présent contrat continuent de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur sans préjudice de leur droit de résiliation ci-dessus.

3.5. PAR LE SOUSCRIPTEUR DE L'ADMINISTRATEUR AUTORISÉ PAR LE JUGE COMMISSAIRE OU LE LIQUIDATEUR

En cas de liquidation ou de redressement judiciaire de celui-ci (Art. L 113-6 du Code).

3.6. DE PLEIN DROIT

- en cas de perte totale des locaux loués résultant d'un événement non garanti par le présent contrat (Art. L 121-9 du Code),
- en cas de réquisition de l'appartement loué, dans les cas et conditions prévues par la législation en vigueur (Arts. **L 160-6** et **L 160-8** du Code),
- en cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (Art. L 326-12 du Code),

Lorsque le Souscripteur a la faculté de demander la résiliation du contrat, il peut le faire, à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de l'Assureur, dont l'adresse est indiquée aux Conditions Particulières, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée.

La résiliation par l'Assureur doit être notifiée par lettre recommandée adressée au Souscripteur à son dernier domicile connu ou par acte extrajudiciaire. Lorsque la résiliation émane du Souscripteur, pour les sinistres déclarés en garantie des loyers impayés, l'indemnisation sera limitée à 8.000€ maximum par sinistre.

4. LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

Indépendamment des exclusions particulières à chaque garantie, le contrat ne garantit jamais :

- les dommages causés ou provoqués par la faute intentionnelle ou dolosive de toute personne assurée ou avec sa compli-

cité (si le contrat a été souscrit par une personne morale, sont exclus les dommages intentionnellement causés ou provoqués par les mandataires sociaux ou le personnel de la personne morale assurée),

- les dommages causés par les  v nements suivants :
 - guerre étrangère, guerre civile, révolution, mutinerie militaire,
 -  ruption de volcan, tremblement de terre, inondation, raz de marée, effondrement, glissement et affaissement de terrain, avalanche ou autre cataclysme et catastrophes naturelles.
- les dommages causés en temps de guerre par des engins de guerre ou après la date légale de cessation des hostilités par les engins de guerre dont la détention est interdite et dont le Souscripteur ou les personnes dont le Souscripteur est civilement responsable seraient sciemment possesseurs ou détenteurs, ainsi que ceux qui seraient causés par la manipulation volontaire d'engins de guerre par le Souscripteur ou les personnes dont le Souscripteur est civilement responsable,
- les dommages d'origine nucléaire ou causés par toute source de rayonnements ionisants,
- les dommages occasionnés par saisie, embargo, confiscation, capture, destruction ordonnés par tout gouvernement ou autorité publique,
- les dommages résultant de la détention ou de l'utilisation d'armes à feu ou d'explosifs,
- les dommages-intérêts, les amendes et les frais qui s'y rapportent,
- les conséquences de dommages résultant d'actions concertées ou non, de terrorisme, d'attentat, de sabotage ou de vandalisme.

5. LES DÉCLARATIONS   FAIRE PAR LE SOUSCRIPTEUR

5.1.   LA SOUSCRIPTION

La garantie est accordée sur la base des déclarations faites par le Souscripteur sur la demande d'assurance ou questionnaire spécifique qui doit être rempli lors de la demande de garantie.

5.2. EN COURS DE CONTRAT

Les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver, soit de modifier le risque et qui rendent de ce fait caduques et inexactes les réponses faites à l'Assureur lors de la conclusion du contrat.

Cette déclaration doit être faite par lettre recommandée dans un délai de 15 jours à partir du moment où le Souscripteur a eu connaissance de la circonstance nouvelle. En cas d'aggravation du risque au sens de l'article L 113-4 du Code, l'Assureur a la faculté, soit de résilier le contrat soit de proposer un nouveau montant de cotisation. L'Assureur dispose d'un délai de 10 jours pour notifier au Souscripteur la résiliation du contrat. S'il propose un nouveau tarif, le Souscripteur a trente jours pour répondre et donner son accord. Passé ce délai, l'Assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée avec préavis de 10 jours.

6. LES SANCTIONS

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou aggravations sont sanctionnées, même si elles ont été sans influence sur le sinistre, dans les conditions prévues par les articles L113-8 (nullité) et L113-9 (réduction des indemnités) du Code des Assurances.

7. LE PAIEMENT DES COTISATIONS

Les cotisations annuelles et leurs accessoires, dont le montant est indiqué aux Conditions particulières, ainsi que les impôts et taxes, sont payables au Siège de l'Assureur ou au domicile du mandataire s'il en est désigné un par lui à cet effet.

  défaut de paiement d'une cotisation (ou d'une fraction de cotisation) dans les dix jours de son échéance, l'Assureur - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice - peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée au Souscripteur à son dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre dont les coûts d'établissement et d'expédition sont à la charge du Souscripteur.

Sont également à la charge du Souscripteur les frais de poursuite et de recouvrement.

L'Assureur a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus ; la notification de la résiliation par l'Assureur peut être faite au Souscripteur, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée. Lorsque l'Assureur a accepté le paiement fractionné de la cotisation, il est convenu que la prime de l'année entière d'assurance ou ce qui en reste d , deviendra immédiatement exigible en cas de sinistre ou de non-paiement d'une fraction de la cotisation.

8. LES MODIFICATIONS DU TARIF, D'ASSURANCE

Si, pour des raisons de caractère technique, l'Assureur est amené à modifier le taux de prime applicable aux risques garantis par le présent contrat, la cotisation sera modifiée en proportion, à compter de l'échéance annuelle suivante.

Le Souscripteur ou l'Assuré aura alors le droit de résilier le contrat par lettre recommandée adressée à l'Assureur dans les trente jours qui suivent celui où il aura eu connaissance de la majoration du tarif.

La résiliation prendra effet **  la date d'échéance annuelle du contrat.**

  défaut de demande de résiliation, la nouvelle cotisation sera considérée comme acceptée par le Souscripteur.

Toutefois, cette faculté de résiliation ne pourra jouer en cas de modification du tarif motivée par l'augmentation ou la création de taxe ou contribution fiscale par loi ou par décret.

9. LA DÉCHÉANCE D'ASSURANCE

Si le Souscripteur fait intentionnellement de fausses déclarations, emploie des documents inexacts comme justificatifs ou use de moyens frauduleux, l'Assuré est déchu de tout droit à indemnité pour le sinistre en cause.

Dans le cas d'un règlement déjà effectué, l'Assuré sera tenu de rembourser à l'Assureur toutes les sommes versées au titre du sinistre en cause. Le Souscripteur devra en outre prendre toutes les mesures afin de limiter les dommages et transmettre à l'Assureur, dès réception, tous courriers, recommandés, avis, actes judiciaires ou extra judiciaires.

L'Assureur se réserve le droit de lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice qu'un manquement à ces obligations peut lui causer.

10. LES AUTRES ASSURANCES

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Souscripteur ou l'Assuré doivent en aviser immédiatement l'Assureur par lettre recommandée, conformément à l'article L 121-4 du Code des Assurances.

L'Assuré en cas de sinistre pourra s'adresser à l'Assureur de son choix.

Les dispositions du présent article ne peuvent avoir pour effet d'accorder à l'Assuré des droits plus étendus que ceux que le Souscripteur lui-même tient du contrat.

11. LA TERRITORIALITÉ

Les garanties du présent contrat ne s'exercent qu'en France à l'exclusion des TOM, qu'il s'agisse de la situation géographique des lots ou des actions en demande et en défense, consécutives à un litige avec le Locataire ou l'occupant.

12. LA SUBROGATION

L'Assureur est subrogé dans les termes de l'article L 121-12 du Code jusqu'à concurrence des indemnités payées par lui au titre de la garantie, dans les droits et actions de l'Assuré contre le Locataire ou le copropriétaire défaillant ou ainsi que contre les cautions.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer, du fait de l'Assuré ou du Souscripteur en faveur de l'Assureur, celui-ci est déchargé de ses obligations envers l'Assuré ou le Souscripteur dans la mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

À cet effet, l'Assuré ou le Souscripteur lui donnera bonne et valable quittance des indemnités reçues et mandat pour exercer en son nom toutes les actions qu'il tient du bail, et ce, devant toute juridiction.

13. LA PRESCRIPTION

Toutes les actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans, à compter de l'événement qui y donne naissance, dans les conditions prévues aux articles L 114-1 et L 114-2 du Code des Assurances.

La prescription peut être interrompue par une des causes originaires d'interruption de la prescription ainsi que dans les cas ci-après :

- désignation d'experts à la suite d'un sinistre,
- envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur au Souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'Assuré ou le Souscripteur à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité,
- citation en justice (même en référé),
- commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire.

14. INFORMATIQUE & LIBERTÉ (LOI DU 06 JANVIER 1978)

Le souscripteur et l'Assuré bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition au traitement des informations les concernant. Ils peuvent exercer ce droit en écrivant au Département Consommateurs de l'Assureur (GALIAN Assurances – Département Consommateurs – 89, rue La Boétie – 75008 Paris).

Les informations recueillies par l'Assureur en vue de l'octroi des garanties du contrat ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication à des tiers (y compris mandataires, réassureurs et organismes professionnels) que pour des nécessités de gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

15. RÉCLAMATIONS – CONCILIATION – ARBITRAGE

Autorité de contrôle :

L'autorité de contrôle Galian Assurances est la suivante :

ACAM
Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles
61 rue Taitbout
75436 PARIS cedex 09

Médiation :

En cas de difficulté dans l'application ou l'interprétation du contrat, consultez d'abord votre interlocuteur habituel chez l'Assureur ou son Département Consommateurs (Galian Assurances – Département Consommateurs

- 89 rue La Boétie – 75008 Paris). Si sa réponse ne vous satisfaisait pas, vous pourriez demander l'avis d'un médiateur en écrivant à :

La Médiation de l'Assurance
TSA 50110
75441 PARIS CEDEX 09

Aucune mention ajoutée et portant renvoi, surcharge ou dérogation aux clauses imprimées ou dactylographées, n'est opposable aux parties si elle n'a pas été validée par l'Assureur et le Souscripteur.

DURÉE D'OCCUPATION
Appareils sanitaires – plomberie – (lavabos, éviers, bidet, baignoire, WC traditionnels)
Persiennes, volets roulants, menuiseries intérieures et extérieures

	NEUF	BON ÉTAT	ÉTAT MOYEN	MAUVAIS ÉTAT
< à 10 ans	100 %	80 %		0 %
= à 10 ans et < à 15 ans	90 %	70 %		
= à 15 ans et < à 20 ans	80 %	50 %		
= à 20 ans et < à 25 ans	60 %	30 %		
= à 25 ans et < à 30 ans	40 %	20 %		
Au-delà de 30 ans	20 %	10 %		

Revêtement de sols et murs (carrelage, parquet et faïence)

< à 10 ans	100 %	80 %	50 %	0 %
= à 10 ans et < à 15 ans	80 %	70 %	30 %	
= à 15 ans et < à 20 ans	70 %	50 %	20 %	
= à 20 ans et < à 25 ans	60 %	30 %		
= à 25 ans et < à 30 ans	30 %	10 %		
Au-delà de 30 ans	10 %			

Peintures, papiers peints, moquette et sols plastiques

< à 2 ans	100 %	80 %	50 %	0 %
= à 2 ans et < à 4 ans	85 %	50 %	30 %	
= à 4 ans et < à 6 ans	70 %	30 %	10 %	
= à 6 ans et < à 8 ans	50 %	10 %		
= à 8 ans et < à 10 ans	30 %			
Au-delà de 10 ans	10 %			

L'état moyen s'entend d'un revêtement de murs défraîchi par la lumière ou la poussière mais non dégradé ou d'un revêtement de sol normalement usé, légèrement défraîchi ou taché. **Exemple :** Moquette neuve à l'entrée dans les lieux. Au départ du Locataire, au bout de 18 mois, la moquette est très tachée et doit être remplacée. Le Locataire supporte la totalité du coût de remplacement. Si le Locataire part au bout de 6 ans, il supporte 50 % du coût du changement, etc.

< à 5 ans	100 %	80 %	50 %	0 %
= à 5 ans et < à 6 ans	90 %	70 %	40 %	
= à 6 ans et < à 8 ans	80 %	50 %	30 %	
= à 8 ans et < à 10 ans	70 %	30 %	20 %	
= à 10 ans et < à 15 ans	60 %	20 %	10 %	
= à 15 ans et < à 20 ans	40 %	10 %		
Au-delà de 20 ans	20 %			

***FNAIM 01/01/2003**

Bulletin Individuel d'Adhésion :

Document contractuel qui lie l'Assuré à l'Assureur, précisant la nature du risque et lui accordant le bénéfice des garanties souscrites par le Souscripteur.

Date d'exigibilité :

Date convenue entre les parties et figurant dans le bail pour le paiement du loyer. En cas de rejet de chèque ou de prélèvement, la date d'exigibilité est celle à laquelle le rejet est porté à votre connaissance.

Dépendances :

Locaux autres que les pièces d'habitation situés ou non sous la même toiture.

Dépôt de garantie :

Somme prévue et versée à la signature du bail. Cette somme perçue par le Souscripteur ou l'Assuré permet de garantir l'exécution des obligations du Locataire.

Dette du Locataire :

Loyers, charges, frais et taxes dus et impayés par le Locataire, y compris les frais de recouvrement et contentieux.

Domages corporels :

Toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne ainsi que les préjudices qui en découlent directement

Domages immatériels :

Tout préjudice pécuniaire consécutif à un dommage matériel ou corporel garanti

Domages matériels :

Toute détérioration, destruction, disparition ou vol d'un bien ainsi que toute atteinte à l'intégrité physique d'un animal.

Franchise :

Part de l'indemnité restant à la charge de l'Assuré en cas de sinistre.

Impayé :

Tout quittancement qui n'est pas intégralement réglé dans le mois de son échéance.

Indemnités d'occupation :

Indemnités contractuelles ou prévues par un juge, en compensation des loyers, après acquisition de la clause résolutoire ou suite au maintien dans les lieux du Locataire après l'expiration du préavis légal.

Indice :

Indice du prix de la construction établi et publié chaque trimestre par la Fédération Française du Bâtiment (FFB).

Installations :

Installations ou aménagements qui ne peuvent être détachés sans être détériorés ou sans détériorer la construction.

Il s'agit :

- des placards, des équipements de salles de bains et de cuisines aménagées, hors équipements électroménagers,
- des installations de chauffage ou de climatisation et des systèmes d'alarme,
- des peintures et vernis et tous revêtements et habillages de sols, de murs, de plafonds.

Locataire :

Terme générique pour désigner les personnes physiques ou morales signataires du bail (conforme à la législation en vigueur) et redevables des loyers, charges et taxes.

Lots assurés :

Appartements, maisons individuelles, et annexes à usage d'habitation, professionnel ou mixte, ainsi que les locaux meublés tels que définis à l'article 1-2 dont la gérance a été confiée aux Souscripteur et qui font l'objet de baux.

Loyer :

Le loyer est le montant périodique de la location des locaux fixé dans le bail et révisé dans les conditions légales en vigueur.

Occupant :

La (ou les) personne(s) occupant les lieux qui a (ont) eu un bail ou occupant les lieux suite à résiliation du bail pour lequel elle(s) était(en)t signataire(s).

Premier terme impayé :

Le premier terme impayé est le premier quittancement qui n'est pas intégralement payé par le Locataire le jour de son exigibilité.

Prise d'effet du contrat :

Date d'effet convenue entre l'Assureur et le Souscripteur figurant sur les Conditions Particulières du contrat.

Prise d'effet des garanties :

Les garanties prennent effet à la date figurant sur le Bulletin Individuel d'Adhésion, et après première inscription du ou des lot(s) sur le bordereau mensuel transmis par le Souscripteur à l'Assureur.

Quittancement :

Appel d'une période de loyer ou indemnité d'occupation, charges et taxes incluses et toutes autres sommes dues au titre de l'exécution du contrat de bail.

Revenu net annuel :

Cumul des ressources nettes annuelles dont disposent les titulaires du bail au sens du Code Général des Impôts, plus les allocations diverses et pensions reçues, imposables ou non.

Valeur de reconstruction à neuf :

Valeur d'achat d'un bien de caractéristiques et de rendement équivalent au bien endommagé au jour du sinistre.

**POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE,
APPELEZ LE:**



0 806 800 888

du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30



direction.commerciale@galian.fr

GALIAN Courtage
89 rue La Boétie - 75008 Paris

www.galian.fr

GALIAN courtage || 89, rue La Boétie - 75008 Paris || Web : www.galian.fr || Société anonyme au capital de 5 000 000 euros - RCS Paris 444 493 456 - Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 002 826 - Sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09) - Adresse postale : GALIAN - TSA 20035 - 75801 Paris CEDEX 08

GALIAN Assurances || 89, rue La Boétie - 75008 Paris || Tél. : 01 58 56 73 73 || Fax : 01 58 56 73 70 || Web : www.galian.fr - Société Anonyme d'Assurance au capital de 19 000 000 euros - RCS Paris 423 703 032 - Entreprise régie par le Code des Assurances - Sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (61, rue Taitbout - 75009 Paris) || Adresse postale : GALIAN - TSA 20035 - 75801 Paris CEDEX 08

SOCIETE FRANCAISE DE PROTECTION JURIDIQUE || Entreprise régie par le Code des assurances. Société au capital de 2 216 500 euros (entièrement versé) || 16 rue de la République - 92 800 PUTEUX - RCS NANTERRE B321776775